



## Mobilisation des retraités et retraitées Jeudi 28 septembre 2017

**Non à la hausse de la CSG à 8,3% ! Pour la revalorisation de nos pensions !**

### Haro sur le pouvoir d'achat des retraités

Au printemps dernier plus de 12 000 retraité-e-s se sont exprimé-e-s dans une enquête lancée par nos organisations. 80 % des personnes retraitées indiquent que leur situation financière s'est dégradée. Malgré cela, le gouvernement annonce une **baisse des pensions de 8 millions de retraité-e-s** en augmentant de 1,7 point leur CSG, sans aucune compensation.

La CSG passera de 6,6 % à 8,3 % soit une augmentation de 25 %. **Ce qui représente une perte de :**

- 204 € par an pour une pension de 1 000 € par mois,
- 306 € par an pour une pension de 1 500 € par mois,
- 408 € par an pour une pension de 2 000 € par mois.

Ceci au nom de la soit disant solidarité intergénérationnelle !!!

C'est une ineptie ! Les retraités n'ont pas attendu le gouvernement pour être solidaires.

**Cette augmentation de CSG s'ajoute à une liste déjà longue d'attaques**, avec la CASA de 0,3 %, la suppression de la 1/2 part fiscale pour les veuves et veufs, la fiscalisation de la majoration familiale et le blocage des pensions depuis plus de 4 ans. Et maintenant l'annonce de la **réduction de 5 € par mois de l'APL** (Aide Personnalisée au Logement) qui visera notamment les retraités locataires.

Dans l'enquête menée au printemps dernier, les retraité-e-s sont quasiment unanimes à considérer que les plans d'aide à l'autonomie sont insuffisants, tant à domicile qu'en établissements. 84% d'entre eux considéraient que les politiques menées avaient négligé ou ignoré leur situation.

### Vers la disparition des emplois aidés

Le gouvernement ne prend aucune mesure pour réduire les « restes à charge » mais il s'attaque aux moyens dont peuvent disposer les établissements, les associations et les collectivités locales en supprimant les emplois aidés.

Il communique sur la disparition du reste à charge des lunettes, prothèses auditives et dentaires... sans insister sur l'augmentation correspondante des complémentaires santé, sans participation des employeurs pour les retraité-e-s.

**Ces dernières années, les actions menées à l'initiative des organisations de retraités ont permis de « limiter la casse » : les personnes non imposées en 2015 n'ont pas payé d'impôts en 2016 et 2017, les seuils de déclenchement de la CSG ont été relevés, l'APA a été légèrement augmentée, ...**

### Prendre au plus grand nombre pour donner aux riches

**Le gouvernement prévoit de prendre beaucoup dans la poche des personnes retraitées** et un peu dans toutes les autres, ou presque : l'APL pour les locataires, la suppression de services publics en privant les collectivités locales des recettes de la taxe d'habitation et en supprimant 120 000 emplois de fonctionnaires...

**Et il donne beaucoup aux plus riches** : baisse de l'ISF, l'impôt sur la fortune, en ne prenant plus en compte les actions et obligations qui représentent 90 % du patrimoine des plus riches ; baisse de l'impôt sur les sociétés à 28 % ; cadeau aux rentiers en plafonnant l'imposition des revenus du capital à 30 %.

**Alors oui, les retraité-e-s ont de bonnes raisons de se mobiliser pour éviter de nouvelles dégradations importantes de leur pouvoir d'achat, obtenir une évolution des pensions liée à l'évolution des salaires et une amélioration importante de la prise en charge de la perte d'autonomie.**

**Les personnes retraitées n'ont pas besoin d'explications ou de pédagogie : ils ont besoin de justice sociale.**

### Montrons que nous refusons la baisse des pensions

#### Rassemblements le 28 septembre 2017, sur l'Ille-et-Vilaine :

**Rennes** : → 10h30 devant la préfecture (rue Martenot) + audience au préfet

**Redon** : → 11h00 devant la sous-préfecture

**St-Malo** : → 11h00 devant la médiathèque

**Fougères** : → voir modalités locales